

6 Actualité

Reconstruire la Gironde, grand chantier de Paris

FRANCE Après que les flammes ont ravagé le département ces dernières semaines, le gouvernement affiche sa mobilisation. Un projet de loi est en cours de préparation, et les parlementaires ne sont pas en reste

SOFIANE ORUS-BOUDJEMA, PARIS

Maintenant que les incendies en Gironde sont fixés, Paris sort l'artillerie lourde pour prouver son engagement dans la reconstruction. Après les mégafeux qui ont ravagé une partie du département, le premier ministre français, Sébastien Lecornu, s'y rendra le lundi 17 août, a annoncé Matignon jeudi. L'occasion de venir au chevet d'un territoire qui pâtit des conséquences de la catastrophe. Sur place, le chef de l'exécutif ne sera pas seul. Il emmène avec lui une armada gouvernementale. Six ministres chargés des enjeux qui touchent particulièrement la Gironde: tourisme, reforestation, logement, agriculture, sécurité civile...

Un texte demande la contribution des industriels du tabac pour venir en aide aux pompiers

Pour préparer l'après-incendie dans les zones sinistrées, Sébastien Lecornu a aussi annoncé la mise en place d'une Mission reconstruction et adaptation des territoires dédiée à ces endroits-là. Le travail a été confié à cinq hauts fonctionnaires, directement placés sous l'autorité du premier ministre. Ils devront «accompagner la reconstruction dans une démarche durable et raisonnée» en s'appuyant «sur les acteurs locaux», précise Matignon. La mission devra aussi effectuer un retour d'expérience national pour «éviter de nouveaux feux et leurs conséquences pour les territoires touchés». Les cinq experts seront aux côtés de Sébastien Lecornu en Gironde.

Anticiper les futurs incendies

Sur place, un comité de pilotage pour la reconstruction des territoires touchés a été lancé jeudi par la préfète de Gironde, Sophie Brocas, qui a aussi annoncé une première aide de l'Etat, à hauteur de 300000 euros pour «répondre aux premiers besoins identifiés dans les territoires touchés». Ce comité coordonne «les actions engagées pour accompagner le retour à la vie normale et préparer la reconstruction de toutes les communes impactées», ce qui passe par «le reboisement et l'évaluation des bâtiments détruits ou endommagés», «la sécurisation des secteurs touchés par l'incendie», mais aussi l'accompagnement des sinistrés ou l'identification des besoins des communes touchées.

MÉGAFEU

Trois personnes détenues en Grèce

La justice grecque a placé trois personnes en détention provisoire après le «mégafeu» de forêt qui a détruit plus de 10000 hectares la semaine dernière à l'ouest d'Athènes, déclenché dans un parc éolien. Le maire de la localité de Stylida (140 km au nord-ouest de la capitale), ainsi que le propriétaire d'un parc éolien et le responsable technique d'une entreprise chargée de travaux sur ce parc ont été mis en détention provisoire, a rapporté l'agence de presse grecque Ana.

Le maire mis en cause est le propriétaire de cette entreprise d'installation électrique, selon les médias nationaux. Les trois hommes sont notamment accusés des crimes d'«incendie volontaire dans une forêt» ainsi que d'«atteinte à des installations d'utilité publique». Ils encouront des peines de plus de 10 ans de prison. ■ AFP

Si la mission a été créée à la suite des incendies girondins, elle «traitera prioritairement des feux de forêt et de végétation survenus en juillet», mais anticipe aussi «ceux d'ampleur analogue qui pourraient survenir au cours des prochaines semaines». Le risque d'incendie est encore élevé dans le pays. Trois départements – les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse – ont été placés en alerte rouge par Météo-France pour les risques de feux de forêt vendredi.

Propositions en nombre

Au-delà de la reconstruction, le gouvernement se projette aussi sur le long terme. Dans une interview accordée à la *Tribune dimanche*, Sébastien Lecornu a affirmé que lui et Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, travaillaient sur une nouvelle loi sur la protection civile. Un texte était déjà dans les cartons, faisant suite au Beauvau de la sécurité civile, «une grande démarche de concertation nationale» lancée en avril 2024. «Nous voulons recentrer les services d'incendie et de secours sur leur cœur de métier et adapter notre organisation aux crises qui nous attendent», a-t-il précisé, soulignant que «cela dépendra aussi du parlement», fracturé depuis la dissolution de 2024.

De leur côté, des élus n'ont pas attendu le gouvernement. Avant l'annonce de Sébastien Lecornu, la députée écologiste du Bas-Rhin, Sandra Regol, a déposé une proposition de loi sur la sécurité civile, voulant pallier l'absence de texte suivant le Beauvau de la sécurité civile. D'autres parlementaires ont fait des propositions, comme Yannick Neuder. L'ancien ministre de la Santé et élu Les Républicains (droite traditionnelle) de l'Isère va déposer un texte pour mettre à contribution les industriels du tabac pour venir en aide aux services d'incendie et de secours. Une réponse aux accusations formulées récemment contre les fumeurs qui jettent leurs mégots dans la nature, alors que 90% des feux de forêt sont d'origine humaine. Une proposition transpartisane se concentrant sur la modification de la politique forestière face au changement climatique a aussi été déposée.

La députée Renaissance (parti présidentiel) de Gironde Sophie Panonacle, qui a cosigné le texte, a rédigé un courrier à Sébastien Lecornu. Signé par des députés de plusieurs sensibilités, il appelle à «financer un programme massif d'adaptation, en mobilisant une faible partie de l'épargne des Français», à hauteur de 50 milliards sur cinq ans. Les textes pourraient néanmoins faire face à un problème. Vu le nombre de textes à examiner d'ici à l'élection présidentielle de l'an prochain, la place dans le calendrier parlementaire est limitée, d'autant plus que le parlement se lancera dès la rentrée dans l'examen du budget de l'Etat. Un marathon qui s'annonce d'ores et déjà fastidieux. ■

MAIS ENCORE

Un nouvel ambassadeur d'Italie en Suisse
Luca Sabbatucci, actuel ambassadeur auprès des organisations internationales à Paris, a été désigné nouvel ambassadeur d'Italie en Suisse. Il succède à Gian Lorenzo Cornado, qui a pris sa retraite. Ce dernier était en poste depuis septembre 2023. Son mandat a été marqué par l'incendie de Crans-Montana. Ses critiques récurrentes sur la procédure ont passablement tendu les relations entre la Suisse et l'Italie. (ATS)

«Il y a une volonté de peser ouvertement sur une votation»

PROPAGANDE Spécialiste de l'Europe de l'Est, Jean-François Fayet réagit aux propos de Maria Zakharova, la porte-parole du Ministère russe des affaires étrangères, à propos de la neutralité suisse. Selon l'historien, on peut parler ici d'ingérence

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC KOLLER

Il y a une semaine, la porte-parole du Ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, publiait une diatribe contre la supposée «non-neutralité» de la Suisse. Dénonçant l'attitude du Conseil fédéral qui s'oppose à l'initiative de Christoph Blocher sur la neutralité, elle se référait notamment aux travaux de la Commission Bergier sur la Deuxième Guerre mondiale pour fustiger une neutralité qui «s'est pliée vers Berlin» en 1940 comme elle «se plie vers Kiev et Bruxelles» aujourd'hui. Spécialiste de la Russie et enseignant à l'Université de Fribourg, l'historien Jean-François Fayet décrypte son message.

Que pensez-vous des propos de Maria Zakharova? Ils s'inscrivent dans une stratégie globale de soutien aux partis nationaux populistes hostiles comme la Russie à l'Union européenne. S'il marque un changement de degré, on peut parler d'ingérence car il y a une volonté de peser ouvertement sur une votation, le contenu n'est pas nouveau, et la forme tout à fait typique de la propagande russe. Ce type d'intervention se révèle néanmoins largement contre-productif.

En quoi ce discours est-il typique de la propagande russe? Il l'est sur trois points: discours monolithique, inversion des analogies historiques et contresens historique. Maria Zakharova introduit son texte en voulant faire croire que différentes voix peuvent s'exprimer en Russie. Mais il ne s'agit que d'une déclinaison des mêmes thèmes, des mêmes attaques contre la neutralité.

Qu'entendez-vous par inversion des analogies historiques? Le régime russe instru-



«Il y a un milieu pro-Poutine très actif en Suisse qui est en bonne intelligence avec Moscou»

mentalise la mémoire de la Grande Guerre patriotique pour reproduire l'opposition entre le Bien et le Mal tirée du discours soviétique, tout en l'appliquant au contexte contemporain. Mais ce narratif visant à nazifier les adversaires de la Russie ne correspond nullement aux faits, c'est une vérité alternative. Quelles que soient les critiques que l'on peut émettre à l'égard de l'Union européenne, l'analogie avec le IIIe Reich est absurde, alors que la nature oppressive, crimino-gène et belliste du régime poutinien est de plus en plus manifeste. La nature du régime russe est d'ailleurs la cause de la guerre; Poutine a besoin de la guerre pour pérenniser son pouvoir.

Quels contresens historiques voyez-vous? Le parallélisme avec la Deuxième Guerre mondiale est un contresens s'agissant de la votation à venir. Il faut se rappeler que la neutralité stricte, perpétuelle et armée proposée par l'initiative marquerait un retour à la neutralité intégrale, telle que l'avait pratiquée la Confédération à la suite de l'Anschluss de l'Autriche par le IIIe Reich. En mai 1938, la Suisse avait en effet demandé à être libérée des obligations de l'article 16 de la Société des Nations, rela-

tives aux sanctions, à la plus grande satisfaction de l'Allemagne et de l'Italie. La neutralité intégrale est en réalité un concept inventé pour masquer le fait que la Suisse n'avait pas tenu ses engagements à l'égard de la SdN. Cette posture de neutralité intégrale qui avait été initiée dès 1936, avec la guerre d'Ethiopie puis la guerre d'Espagne, était, selon l'historien Marc Perrenoud, très favorable aux Etats révisionnistes. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie avaient salué cette décision. Il en serait de même en cas d'adoption de l'initiative sur la neutralité, cette fois-ci au profit de la Russie.

Maria Zakharova se réfère notamment au rapport de la Commission Bergier pour évoquer l'or nazi et le refoulement des réfugiés. Qu'en pensez-vous? La référence aux réfugiés est particulièrement indécente lorsqu'on pense au rôle de la Russie dans ce que l'on a appelé «la crise des migrants» de 2016. Pour autant, la question de l'attitude de la Confédération à l'égard de l'accueil des réfugiés en lien avec le conflit actuel se pose, mais en des termes radicalement différents de ceux sous-entendus par Maria Zakharova. Elle existe pour les opposants politiques russes en Suisse, les déserteurs, et les Ukrainiens menacés de renvoi par la politique de l'UDC. Une fois encore, le parallélisme avec la Deuxième Guerre mondiale passe par une distorsion des faits.

Il n'en est pas moins étonnant de trouver des références au rapport Bergier dans cette diatribe. Le rapport semble avoir été lu attentivement à Moscou... Les fonctionnaires du Ministère russe des affaires étrangères connaissent leur métier, mais on peut aussi supposer que des suggestions ont pu venir de Suisse. Il y a un milieu pro-Poutine très actif en Suisse qui est en bonne intelligence avec Moscou. Des membres de l'UDC se font régulièrement les porte-parole des thèses du Kremlin. Songez à l'élU UDC Guy Mettan, notoirement proche de Moscou, élu vice-président du parlement genevois. C'est une incongruité en Europe. ■

INTERVIEW

Au Marché-Concours, les éleveurs expriment leur désarroi face aux coupes fédérales

JURA Le cheval franches-montagnes est à l'honneur ce week-end à Saignelégier, alors que Berne a annoncé ces derniers mois une baisse des fonds alloués à la filière. La fête restera belle, assure la gérante de la fédération

ALEXANDRE STEINER

La 121e édition du Marché-Concours de Saignelégier sera particulière à plus d'un titre. La grande fête du cheval accueille pour la première fois Berne comme invité d'honneur ce week-end, après des décennies de tensions entre les deux cantons autour de la Question jurassienne. Deux conseillers fédéraux feront le déplacement dimanche, ce qui est aussi une première: la socialiste franc-montagnarde Elisabeth Baume-Schneider et l'UDC bernois Albert Rösti, ancien président de la Fédération suisse du franches-montagnes (FSFM). Et surtout, l'événement se déroule alors que les éleveurs de la seule race équine indigène de Suisse ne cessent de recevoir des mauvaises nouvelles de la Confédération.

Naissances en baisse constante

Son programme d'allègement budgétaire est notamment en cause. Il prévoit de ramener la part des crédits fédéraux consacrés à la sélection animale de 4 à 3% en ce qui concerne l'élevage chevalin. La FSFM verra ainsi son budget diminuer de 300000 francs (18%) dès l'an prochain. «Cela nous contraindra à prendre de nombreuses mesures d'économies qui se répercuteront directement sur les éleveurs», a-t-elle indiqué jeudi dans un

courrier envoyé aux élus cantonaux et fédéraux engagés en faveur du cheval franches-montagnes. A cela s'ajoute un désengagement annoncé dans différents domaines: primes par naissance de poulain ramenée de 500 à 250 francs, disparition progressive du soutien à la promotion de la race d'ici à 2029 et suppression de la recherche équine au Haras national suisse d'Avenches (VD).

«Cela ne gâchera pas la fête, assure Pauline Queloz, la gérante de la FSFM. Elle existe grâce aux éleveurs passionnés qui s'engagent pour offrir un beau spectacle aux 50000 visiteurs, même si les inquiétudes sont grandes.» Tout juste arrivée à Saignelégier vendredi matin, elle peine à s'expliquer les annonces qui ne cessent de tomber depuis le début de l'année, alors que le Conseil fédéral répète à l'envi que la race est très importante pour la Suisse. «On a l'impression que la Confédération cherche à trouver des arguments, notamment en remettant en question le rôle des chevaux de l'agriculture.»

«Il y a un vrai sentiment d'abandon et cela devient extrêmement dangereux pour la survie de la race»

PAULINE QUELOZ, GÉRANTE DE LA FÉDÉRATION SUISSE DU FRANCHES-MONTAGNES

Elle s'étonne aussi de voir que l'Office fédéral de l'agriculture a fait passer le statut du franches-montagnes de critique à menacé pour justifier la diminution de moitié des primes de soutien. «Nous avions obtenu une grande victoire en 2022 et elle est déjà remise en question. Le nombre de naissances ne cesse de diminuer et on ne comprend pas comment l'OFAG peut dire que la situation s'améliore», déplore Pauline Queloz.

Priorité au dialogue

La fédération entend bien transmettre ses revendications à Elisabeth Baume-Schneider et Albert Rösti: «Je sais qu'ils sont convaincus par notre cause. J'espère qu'ils pourront la relayer auprès de leurs collègues, en particulier de Guy Parmelin.» Des échanges se feront aussi avec les parlementaires fédéraux présents, afin de les convaincre de tenir compte de ces préoccupations lorsqu'ils voteront le budget fédéral en décembre. «Nous misons sur le dialogue. Ce n'est pas le genre des éleveurs de manifester ou de se plaindre de manière virulente.» La race est-elle condamnée si la Confédération ne revoit pas ses mesures? «Sans la passion des éleveurs, elle aurait déjà disparu. Il y a aujourd'hui un vrai sentiment d'abandon et cela devient extrêmement dangereux pour sa survie», conclut Pauline Queloz. Chaque année, des éleveurs jettent en effet l'éponge pour se concentrer sur d'autres activités agricoles également mises sous pression, mais qui restent plus rentables. ■